

3° les primes ou cotisations qui répondent aux deux conditions suivantes :

a) être destinées à un régime d'accidents de travail ou de maladies professionnelles;

b) être payées par l'autorité :

— soit à une société d'assurances agréée;

— soit à une caisse commune d'assurances agréée;

— soit au Fonds des accidents du travail;

— soit au Fonds des maladies professionnelles;

— soit à un organisme de sécurité sociale chargé de percevoir ces primes et cotisations;

4° les avantages et les avantages complémentaires quels qu'ils soient, octroyés dans le cadre d'un régime légal de sécurité sociale, que des cotisations patronales soient payées ou non, à l'exception du pécule de vacances payé par l'autorité;

5° les avantages octroyés par des services sociaux créés ou agréés par l'autorité;

6° les avantages octroyés sur la base de cotisations patronales, autres que celles visées au 1°, que ces cotisations soient ou non imposées par la loi ou la réglementation;

7° la prime syndicale payée en vertu de la loi du 1er septembre 1980 relative à l'octroi et au paiement d'une prime syndicale à certains membres du personnel du secteur public et aux chômeurs mis au travail dans ce secteur.

§ 3. Dans le cas où un délégué permanent est rémunéré par une subvention-traitement, le remboursement s'effectue selon les règles déterminées aux §§ 1^{er} et 2. ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 15 mai 1985.

Art. 3. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 septembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,

J.-L. DEHAENE

Le Ministre de la Fonction publique,

A. FLAHAUT

Le Ministre du Budget,

H. VAN ROMPUY

3° de premies of bijdragen die aan de twee volgende voorwaarden voldoen :

a) bestemd zijn voor een regeling van arbeidsongevallen of beroepsziekten;

b) betaald worden door de overheid :

— hetzij aan een gemachtigde verzekeringsmaatschappij;

— hetzij aan een gemachtigde gemeenschappelijke verzekeringskas;

— hetzij aan het Fonds voor arbeidsongevallen;

— hetzij aan het Fonds voor beroepsziekten;

— hetzij aan een sociale zekerheidsinstelling belast met het innen van de premies en bijdragen;

4° de voordelen en de aanvullende voordelen van welke aard ook, toegekend in het raam van een wettelijk stelsel van sociale zekerheid, ongeacht of er werkgeversbijdragen werden betaald, met uitzondering van het vakantiegeld dat door de overheid wordt betaald;

5° de voordelen toegekend door sociale diensten opgericht of erkend door de overheid;

6° de voordelen toegekend op grond van werkgeversbijdragen, andere dan die welke beoogd worden in 1°, of die bijdragen al dan niet voorgeschreven zijn door de wet of de reglementering;

7° de vakbondspremie betaald krachtens de wet van 1 september 1980 betreffende de toekenning en de uitbetaling van een vakbondspremie aan sommige personeelsleden van de overheidssector en aan de in die sector tewerkgestelde werklozen.

§ 3. In geval een vaste afgevaardigde bezoldigd wordt door middel van een weddetoelage geschiedt de terugstorting volgens de regelen bepaald in de §§ 1 en 2. ».

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 15 mei 1985.

Art. 3. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 september 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,

J.-L. DEHAENE

De Minister van Ambtenarenzaken,

A. FLAHAUT

De Minister van Begroting,

H. VAN ROMPUY

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 97 — 2576

[S - C - 97/29360]

2 JUIN 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, modifiée en dernier lieu par le décret du 18 mai 1993;

Vu le décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement du 2 juin 1995;

Vu l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat modifié en dernier lieu par le décret du 25 novembre 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

Vu le protocole du 15 mai 1997 du Comité de secteur IX et des Comités des Services publics provinciaux et locaux, 2^e section;

Vu l'avis de l'inspection des Finances, donné le 23 avril 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 juin 1997;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente, chargée de l'Education et du Ministre de l'Enseignement supérieur;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 1997,

Arrête :

Article 1^{er}. Un chapitre F' est inséré dans l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, entre le chapitre F et le chapitre G du même arrêté.

"CHAPITRE F'. — Du personnel directeur et enseignant des hautes écoles

Maitre-assistant (cours généraux) :

a) porteur d'un des titres requis visés à l'article 10, § 2, 3 et 4 de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure de l'enseignement supérieur : 415

b) porteur d'autres titres : 411

Régime transitoire

a) entré en fonction en cette qualité avant l'année académique 1997-1998 et qui bénéficiait de l'échelle de traitement 422 : 422

b) nommé le 31 mars 1972 à la fonction à l'école normale moyenne, à l'école normale technique moyenne ou à l'école technique supérieure du 2^e degré, porteur d'un titre autre que le titre requis et qui bénéficiait à cette date, de l'échelle octroyée au professeur de cours généraux de ces établissements, porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur : 422

c) nommé à la fonction à l'école technique supérieure du 2^e degré, le 31 mars 1972, porteur d'un diplôme du niveau supérieur du 2^e degré : 350

d) nommé à la fonction à l'école normale moyenne, l'école normale technique moyenne ou à l'école technique supérieure du 2^e degré, le 31 mars 1972, porteur d'autres titres : 260

e) nommé à la fonction à l'école normale technique moyenne, le 31 mars 1972, porteur du diplôme d'ingénieur technicien : 260

f) nommé à la fonction à l'école normale technique moyenne, le 31 mars 1972, porteur d'un diplôme du niveau supérieur du 1^{er} degré : 222

g) nommé le 31 mars 1972 à la fonction à l'école normale primaire ou à l'école technique supérieure du 1^{er} degré et qui bénéficiait, à cette date, de l'échelle octroyée à l'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur : 415

h) nommé à la fonction à l'école normale primaire ou à l'école technique supérieure du 1^{er} degré et qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle octroyée à l'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur :

— s'il est porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur et s'il est entré en fonction le 31 décembre 1962 au plus tard : 245

— s'il n'est pas porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur : 216

— s'il est entré en fonction après le 31 décembre 1962 : 216

i) en fonction à l'école nonnale primaire, porteur d'un diplôme de régent et entré en service :

— avant le 1^{er} janvier 1963 : 245

— entre le 1^{er} janvier 1963 et le 31 décembre 1963 : 240

j) nommé à la fonction à l'école technique supérieure du 1^{er} degré, porteur d'un diplôme du niveau supérieur du 2^e degré : 330

k) nommé à la fonction à l'école technique supérieure du 1^{er} degré :

— s'il est porteur du diplôme d'instituteur primaire ou d'un titre du niveau secondaire supérieur et s'il est entré en fonction le 31 décembre 1962 au plus tard : 206/3

— s'il n'est pas porteur du diplôme d'instituteur primaire ou d'un titre du niveau secondaire supérieur : 206/2

— s'il est entré en fonction après le 31 décembre 1962 : 206/2

l) porteur d'un des titres requis visés à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er} et §§ 2, 3 et 4 de la loi du 7 juillet 1970, relative à la structure de l'enseignement supérieur :

— entré en fonction en cette qualité avant l'année académique 1982-1983 : 422

<i>m)</i> non porteur du titre visé à l'article 10, §§ 1 ^{er} à 4, de la loi du 7 juillet 1970 précitée, et qui peut bénéficier des dispositions :	
— soit de l'article 9 ou de l'article 16, § 1 ^{er} , de la loi du 18 février 1977, concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long :	
— soit de l'article 7 de la loi du 18 février 1977 relative à l'Organisation de l'enseignement de l'architecture;	
— soit de l'article 17, § 3 ou 5 de la loi du 7 juillet 1970 précitée :	421
<i>n)</i> le membre du personnel nommé à titre définitif en fonction dans une section d'ingénieurs techniciens ou d'architectes, de plein exercice avant que l'établissement où il était affecté n'appartienne à l'enseignement supérieur de type long et de plein exercice conserve, s'il y a intérêt, le bénéfice du dernier traitement qui lui était attribué jusqu'à ce qu'il obtienne un traitement au moins égal;	
<i>o)</i> le membre du personnel qui, au 31 mars 1972, bénéficiait de l'échelle III/139409-242480, bénéficie par mesure transitoire de l'échelle 340 :	340
Maitre-assistant (bibliothécaire)	
Régime transitoire	
<i>a)</i> entré en fonction en cette qualité avant l'année académique 1996-1997 et porteur du titre requis visé à l'article 14, 4 ^e , a, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements :	415
<i>b)</i> qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle III/123400- 226160 :	216
Maitre-assistant (Cours de morale)	
<i>a)</i> porteur du titre requis visé à l'article 10, 3 ^e , de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 précité :	415
<i>b)</i> porteur d'autres titres :	411
Régime transitoire	
<i>a)</i> entré en fonction en cette qualité avant l'année académique 1997-1998 et qui bénéficiait de l'échelle de traitement 422 :	422
<i>b)</i> nommé le 31 mars 1972 à la fonction à l'école normale moyenne ou à l'école technique supérieure du 2 ^e me degré, porteur d'un titre autre que le titre requis et qui bénéficiait à cette date de l'échelle octroyée au professeur de morale de ces établissements, porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur :	422
<i>c)</i> en fonction à l'école normale moyenne ou à l'école technique supérieure du 2 ^e degré, porteur d'autres titres :	260
<i>d)</i> nommé le 31 mars 1972 à la fonction à l'école normale primaire ou à l'école technique supérieure du 1 ^{er} degré et qui bénéficiait à cette date de l'échelle octroyée à l'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur :	415
<i>e)</i> nommé le 31 mars 1972 à la fonction à l'école normale primaire ou à l'école technique supérieure du 1 ^{er} degré et qui bénéficiait à cette date, de l'échelle octroyée à l'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur :	
— s'il est porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur et s'il est entré en fonction le 31 décembre 1962 au plus tard :	245
— s'il n'est pas porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur :	216
— s'il est entré en fonction après le 31 décembre 1962 :	216
<i>f)</i> en fonction à l'école normale primaire, porteur d'un diplôme de régent et entré en service :	
— avant le 1 ^{er} janvier 1963 :	245
— entre le 1 ^{er} janvier 1963 et le 31 décembre 1963 :	240
<i>g)</i> nommé à la fonction à l'école technique supérieure du 1 ^{er} degré, porteur d'un diplôme du niveau supérieur du 2 ^e degré :	330
<i>h)</i> en fonction à l'école technique supérieure du 1 ^{er} degré :	
— s'il est porteur du diplôme d'instituteur primaire ou d'un titre du niveau secondaire supérieur et s'il est entré en fonction le 31 décembre 1962 au plus tard :	206/3
— s'il n'est pas porteur du diplôme d'instituteur primaire ou d'un titre du niveau secondaire supérieur :	206/2
— s'il est entré en fonction après le 31 décembre 1962 :	206/2
Professeur de religion	
<i>a)</i> porteur d'un des titres requis à l'annexe de l'arrêté du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements de la Communauté française :	415
<i>b)</i> porteur d'autres titres :	411

Professeur de religion catholique ou protestante

Régime transitoire

a) entré en fonction en cette qualité avant l'année académique 1997-1998 et qui bénéficiait de l'échelle de traitement 422 :	422
b) qui possède la qualité de ministre du culte :	
— si, à la date du 1 ^{er} janvier 1973, il ne vivait pas en communauté au sens de l'article 30 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement tel qu'il a été modifié par la loi du 11 juillet 1973, ou s'il compte vingt années de services ou plus dans l'enseignement :	422
— si, à la date du 1 ^{er} janvier 1973, il vivait en communauté au sens de l'article 30 précité et ne compte pas vingt années de services dans l'enseignement :	496
c) nommé à le 31 mars 1972 à la fonction à l'école normale moyenne ou à l'école technique supérieure du 2e degré, porteur d'un titre autre que le titre requis et qui bénéficiait, à cette date, de l'échelle octroyée au professeur de religion de ces établissements, porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur :	422
d) en fonction à l'école normale moyenne ou à l'école technique supérieure du 2e degré, porteur d'autres titres :	260
e) nommé le 31 mars 1972 à la fonction à l'école normale primaire ou à l'école technique supérieure du 1 ^{er} degré et qui bénéficiait à cette date de l'échelle octroyée à l'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur :	415
f) nommé le 31 mars 1972 à la fonction à l'école normale primaire ou à l'école technique supérieure du 1 ^{er} degré et qui bénéficiait à cette date, de l'échelle octroyée à l'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur :	
— s'il est porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur et s'il est entré en fonction le 31 décembre 1962 au plus tard :	245
— s'il n'est pas porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur :	216
— s'il est entré en fonction après le 31 décembre 1962 :	216
g) en fonction à l'école normale primaire, porteur d'un diplôme de régent et entré en service :	
— avant le 1 ^{er} janvier 1963 :	245
— entre le 1 ^{er} janvier 1963 et le 31 décembre 1963 :	240
h) nommé à la fonction à l'école technique supérieure du 1 ^{er} degré, porteur d'un diplôme du niveau supérieur du 2e degré :	330
i) en fonction à l'école technique supérieure du 1 ^{er} degré :	
— s'il est porteur du diplôme d'instituteur primaire ou d'un titre du niveau secondaire supérieur et s'il est entré en fonction le 31 décembre 1962 au plus tard :	206/3
— s'il n'est pas porteur du diplôme d'instituteur primaire ou d'un titre du niveau secondaire supérieur :	206/3
— s'il est entré en fonction après le 31 décembre 1962 :	206/2

Professeur de religion israélite

Régime transitoire

a) entré en fonction en cette qualité et qui bénéficiait à la fin de l'année académique 1996-1997 de l'échelle de traitement 422 :	422
b) qui possède la qualité de rabbin :	422
c) qui possède la qualité ou la dignité de ministre du Culte :	422
d) porteur de la maîtrise en histoire, pensée et civilisation juive délivrée par l'U.L.B., complétée par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire supérieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire :	422
e) porteur de la licence spéciale en histoire, pensée et civilisation juive délivrée par l'U.L.B., complétée par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire supérieur, délivré par l'U.L.B., complétée par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire supérieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire :	422
f) porteur de la licence délivrée par une Université belge ou étrangère complétée par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire supérieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire :	422
g) porteur du diplôme délivré par une école talmudique (Yeshiva) ou un séminaire d'enseignement religieux israélite, belge ou étranger, complété par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire supérieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire :	422

<i>h)</i> porteur du diplôme supérieur en histoire, pensée et civilisation juive délivré par l'Institut des études du judaïsme, complété par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire supérieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire :	422
<i>i)</i> porteur du certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire supérieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire :	206/2
Maître-assistant (Cours de psychologie, pédagogie et méthodologie)	
<i>a)</i> porteur d'un des titres requis visés à l'article 10, 2°, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 précité :	415
<i>b)</i> porteur d'autres titres :	411
Régime transitoire	
<i>a)</i> entré en fonction en cette qualité avant l'année académique 1997-1998 et qui bénéficiait de l'échelle de traitement 422 :	422
<i>b)</i> nommé le 31 mars 1972 à la fonction à l'école normale moyenne ou à l'école normale technique moyenne, porteur d'un diplôme universitaire autre que le titre requis et qui bénéficiait à cette date de l'échelle octroyée au professeur porteur du titre requis :	422
<i>c)</i> en fonction à l'école normale primaire, porteur d'un diplôme universitaire autre que le titre requis, chargé de la direction des exercices pratiques à l'école primaire d'application et qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle octroyée au professeur porteur du titre requis :	422
<i>d)</i> nommé à la fonction le 31 mars 1972, à l'école normale moyenne ou à l'école normale technique moyenne, non porteur d'un diplôme universitaire :	260
<i>e)</i> en fonction à l'école normale primaire, porteur d'un diplôme universitaire autre que le titre requis, non chargé de la direction des exercices pratiques et qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle octroyée au professeur porteur du titre requis :	415
<i>f)</i> chargé de la direction des exercices pratiques à l'école primaire d'application, porteur du diplôme de régent et en fonction après le 15 novembre 1923 et avant le 1 ^{er} janvier 1964 :	260
<i>g)</i> non chargé de la direction des exercices pratiques à l'école primaire d'application, porteur du diplôme de régent et en fonction après le 15 novembre 1923 et avant le 1 ^{er} janvier 1964 :	240
Maître-assistant (cours techniques)	
<i>a)</i> porteur d'un des titres requis visés à l'article 10, 11°, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 précité, avec comme diplôme de base un diplôme du niveau supérieur du 3 ^e degré :	415
<i>b)</i> porteur d'un des titres requis visés à l'article 10, 11°, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 précité, avec comme diplôme de base un diplôme du niveau supérieur du 2 ^e degré :	350
<i>c)</i> porteur d'un des titres requis visés à l'article 10, 11° de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 précité, avec comme diplôme de base un diplôme du niveau supérieur du 1 ^{er} degré :	260
<i>d)</i> porteur du titre requis visé à l'article 11, 2° de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 précité :	415
<i>e)</i> porteur d'un diplôme du niveau supérieur du 3 ^e degré, non visé sous <i>a)</i> ou sous <i>d)</i> :	411
<i>f)</i> porteur d'un diplôme du niveau supérieur du 2 ^e degré, non visé sous <i>b)</i>	318
	1 biennale
<i>g)</i> porteur d'un diplôme du niveau supérieur du 1 ^{er} degré, non visé sous <i>c)</i> :	316
	1 biennale
Régime transitoire	
<i>a)</i> entré en fonction en cette qualité avant l'année académique 1997-1998 et qui bénéficiait de l'échelle de traitement 422 :	422
<i>b)</i> porteur du titre requis, avec pour diplôme de base un diplôme du niveau supérieur du 2 ^e degré :	
— nommé à la fonction à l'école normale technique moyenne :	350
— nommé à la fonction à l'école technique supérieure du 2 ^e degré :	350
— en fonction à l'école technique supérieure du 1 ^{er} degré à partir de la date de sa nomination à la fonction de l'enseignement supérieur :	350
<i>c)</i> porteur du titre requis, avec pour diplôme de base un diplôme du niveau supérieur du 1 ^{er} degré :	
— nommé à la fonction à l'école normale technique moyenne :	260
— nommé à la fonction à l'école technique supérieure du 2 ^e degré :	260
— en fonction à l'école technique supérieure du 1 ^{er} degré à partir de la date de sa nomination à la fonction de l'enseignement supérieur :	260
<i>d)</i> nommé à la fonction le 31 mars 1972, à l'école technique supérieure du 2 ^e degré ou à l'école normale technique moyenne, porteur d'un diplôme universitaire :	4232
<i>e)</i> nommé à la fonction le 31 mars 1972, à l'école technique supérieure du 2 ^e degré, porteur d'un diplôme du niveau supérieur du 2 ^e degré :	350

<i>f)</i> nommé à la fonction le 31 mars 1972, à l'école technique supérieure du 2 ^e degré, porteur d'un titre autre que le titre requis et qui bénéficiait à cette date de l'échelle octroyée au professeur porteur d'autres titres :	260
<i>g)</i> nommé à la fonction le 31 mars 1972, à l'école technique supérieure du 1 ^{er} degré, porteur d'un diplôme universitaire :	415
<i>h)</i> nommé à la fonction le 31 mars 1972, à l'école technique supérieure du 1 ^{er} degré ou à l'école normale technique moyenne, porteur d'un diplôme du niveau supérieur du 2 ^e degré :	330
<i>i)</i> nommé à la fonction le 31 mars 1972 à l'école technique supérieure du 1 ^{er} degré, porteur d'un diplôme du niveau supérieur du 1 ^{er} degré :	
— s'il est entré en fonction le 31 décembre 1962 au plus tard :	222
— s'il est entré en fonction après cette date :	216
<i>j)</i> nommé à la fonction le 31 mars 1972 à l'école technique supérieure du 1 ^{er} degré ou à l'école normale technique moyenne :	
— s'il est porteur du diplôme d'instituteur primaire ou d'un titre du niveau secondaire supérieur et s'il est entré en fonction le 31 décembre 1962 au plus tard :	206/3
— s'il n'est pas porteur du diplôme d'instituteur primaire ou d'un titre du niveau secondaire supérieur	206/2
— s'il est entré en fonction après le 31 décembre 1962 :	206/2
<i>k)</i> nommé à la fonction le 31 mars 1972, à l'école normale technique moyenne, porteur du diplôme d'ingénieur technicien :	260
<i>l)</i> nommé à la fonction le 31 mars 1972, à l'école normale technique moyenne, porteur d'un diplôme du niveau supérieur du 1 ^{er} degré :	222
<i>m)</i> porteur d'un des titres requis visés à l'article 10, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , et §§ 2, 3 et 4 de la loi du 7 juillet 1970, relative à la structure de l'enseignement supérieur :	
— entré en fonction en cette qualité avant l'année académique 1982-1983 :	422
— entré en fonction en cette qualité après l'année académique 1982-1983 et avant l'année académique 1997-1998 :	415
<i>n)</i> non porteur du titre visé à l'article 10, §§ 1 ^{er} à 4 de la loi du 7 juillet 1970 précitée, et qui peut bénéficier des dispositions :	
— soit de l'article 9 ou de l'article 16, § 1 ^{er} , de la loi du 18 février 1977, concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long;	
— soit de l'article 7 de la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture;	
— soit de l'article 17, § 3 ou 5 de la loi du 7 juillet 1970 précitée :	421
<i>o)</i> le membre du personnel normé à titre définitif en fonction dans une section d'ingénieurs techniciens ou d'architectes, de plein exercice avant que l'établissement où il était affecté n'appartienne à l'enseignement supérieur de type long et de plein exercice conserve, s'il y a intérêt, le bénéfice du dernier traitement qui lui était attribué jusqu'à ce qu'il obtienne un traitement au moins égal;	
<i>p)</i> le membre du personnel qui, au 31 mars 1972, bénéficiait de l'échelle III/139409-242480, bénéficie par mesure transitoire de l'échelle 340 :	340
Maître-assistant (cours éducation physique)	
<i>a)</i> porteur du titre requis visé à l'article 10, 4 ^e , de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 précité :	415
<i>b)</i> porteur d'autres titres :	411
Régime transitoire	
<i>a)</i> entré en fonction en cette qualité avant l'année académique 1997-1998 et qui bénéficiait de l'échelle de traitement 422 :	422
<i>b)</i> nommé à la fonction à l'école normale moyenne (section éducation physique), porteur d'un titre autre que celui d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur (éducation physique) et qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle octroyée à l'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur (éducation physique) fonctionnant à la même école :	422
<i>c)</i> nommé à la fonction à l'école normale moyenne (section éducation physique) et qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle de l'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur fonctionnant à la même école :	260
<i>d)</i> nommé à la fonction et qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle octroyée à l'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur (éducation physique) :	415
<i>e)</i> nommé à la fonction à l'école normale primaire et qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle octroyée à l'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur fonctionnant à la même école :	
— s'il est porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur et s'il est entré en fonction le 31 décembre 1962 au plus tard :	245
— s'il n'est pas porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur :	240
— s'il est entré en fonction après le 31 décembre 1962 :	240

<i>f)</i> nommé à la fonction et qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle de l'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur :	
— s'il est porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur et s'il est entré en fonction le 31 décembre 1962 au plus tard :	245
— s'il n'est pas porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur :	216
— s'il est entré en fonction après le 31 décembre 1962 :	216
<i>g)</i> nommé à la fonction, porteur du diplôme d'instituteur primaire ou d'un titre du niveau secondaire supérieur :	206/3
<i>h)</i> nommé à la fonction, porteur d'autres titres :	206/2

Maître-assistant (dessin et éducation plastique)

<i>a)</i> porteur du titre requis visé à l'article 10, 5°, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 précité :	415
<i>b)</i> porteur du diplôme d'architecte ou d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (arts plastiques) :	245
<i>c)</i> porteur d'autres titres :	216

Régime transitoire

<i>a)</i> entré en fonction en cette qualité avant l'année académique 1997-1998 et qui bénéficiait de l'échelle de traitement 422- 502 :	422
<i>b)</i> nommé à la fonction, à l'école normale moyenne (section arts plastiques), porteur d'un titre autre que le titre requis et qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle IV/179400.317960 :	422
<i>c)</i> nommé à la fonction à l'école normale moyenne (section arts plastiques), porteur d'un titre autre que le titre requis et qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle III/143400- 246560 :	260
<i>d)</i> nommé à la fonction, porteur d'un titre autre que le titre requis et qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle IV/159400- 297560 :	415
<i>e)</i> nommé à la fonction, porteur d'un titre autre que le titre requis et qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle III/123400- 226160 :	
— s'il est porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur et s'il est entré en fonction le 31 décembre 1962 au plus tard :	245
— s'il n'est pas porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur :	216
— s'il est entré en fonction après le 31 décembre 1962 :	216
<i>f)</i> nommé à la fonction, porteur du diplôme d'instituteur primaire ou d'un titre du niveau secondaire supérieur et qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle II/97400-185420 :	206/3
<i>g)</i> nommé à la fonction et qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle II/97400-185420 :	206/2
<i>h)</i> nommé à la fonction le 31 mars 1972 et qui possède le certificat de capacité pour l'enseignement secondaire inférieur délivré avant le 1 ^{er} septembre 1956 et le certificat de capacité pour l'enseignement secondaire supérieur ou le certificat de capacité pour l'enseignement normal :	245

Maître assistant (cours de musique et éducation musicale)

<i>a)</i> le membre du personnel porteur du titre requis visé à l'article 10, 6°, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 précité :	415
<i>b)</i> porteur du diplôme de capacité pour l'enseignement de la musique vocale dans les établissements d'enseignement moyen et normal de l'Etat du 2 ^e degré délivré par le Jury institué par le Gouvernement :	245
<i>c)</i> porteur d'autres titres :	216

Régime transitoire

— nommé à la fonction et qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle IV/159400-297560 :	415
---	-----

Maître de formation pratique (bibliothécaire)

Régime transitoire

<i>a)</i> entré en fonction en cette qualité avant l'année académique 1996-1997 et porteur du titre requis visé à l'article 14, 4°, b, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 précité :	415
<i>b)</i> qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle III/123400- 226160 :	216

Maître de formation pratique (sténodactylographie)

<i>a)</i> porteur d'un des titres requis visés à l'article 10, 8°, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 précité :	245
<i>b)</i> porteur d'autres titres :	216

Maître de formation pratique (autres spécialités)

<i>a)</i> porteur d'un des titres requis visés à l'article 10, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 14°, 15°, 16° et 17° de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 précité :	245
<i>b)</i> porteur d'autres titres :	216

Régime transitoire

a) nommé à la fonction le 31 mars 1972 et qui a bénéficié soit de l'article 23, soit de l'article 28 de l'arrêté royal du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel des établissements d'enseignement de l'Etat : 245

Maître principal de formation pratique

a) 231

Chef de travaux

a) porteur d'un des titres requis visés à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er} et §§ 2, 3 et 4 de la loi du 7 juillet 1970, relative à la structure de l'enseignement supérieur, modifiée par les lois du 26 avril 1971, 27 juillet 1971, 6 juillet 1972 et 18 février 1977 : 436

b) qui ne possède pas de titre visé à l'article 10, §§ 1^{er} à 4, de la loi du 7 juillet 1970 précitée, et qui peut bénéficier des dispositions :

— soit de l'article 9 ou de l'article 16, § 1^{er} de la loi du 18 février 1977, concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long;

— soit de l'article 7 de la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture;

— soit de l'article 17, § 3 ou 5 de la loi du 7 juillet 1970 précitée : 434

Régime transitoire

— le membre du personnel nommé à titre définitif en fonction dans une section d'ingénieurs techniciens ou d'architectes, de plein exercice avant que l'établissement où il était affecté n'appartienne à l'enseignement supérieur de type long et de plein exercice conserve, s'il y a intérêt, le bénéfice du dernier traitement qui lui était attribué jusqu'à ce qu'il obtienne un traitement au moins égal;

— le chef de travaux qui au 31 mars 1972, bénéficiait de l'échelle III/165400-269000 bénéficie par mesure transitoire de l'échelle 265 : 265

Chargé de cours

a) porteur d'un des titres requis visés à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er} et §§ 2, 3 et 4 de la loi du 7 juillet 1970, relative à la structure de l'enseignement supérieur, modifiée par les lois du 26 avril 1971, 27 juillet 1971, 6 juillet 1972 et 18 février 1977 : 436

b) porteur d'un titre visé à l'article 10, § 2, b à d et § 3 de la loi du 7 juillet 1970 précitée, qui peut bénéficier des dispositions :

— soit de l'article 9 ou de l'article 16, § 1^{er} de la loi du 18 février 1977, concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole, de type long;

— soit de l'article 7 de la loi du 16 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture;

— soit de l'article 17, § 3 ou 5 de la loi du 7 juillet 1970 précitée;

— autre que celui visé au a), ci-dessus : 436

c) qui ne possède pas de titre visé à l'article 10, §§ 1^{er} à 4 de la loi du 7 juillet 1970 précitée, et qui peut bénéficier des dispositions :

— soit de l'article 9 ou de l'article 16, § 1^{er} de la loi du 18 février 1977, concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long;

— soit de l'article 7 de la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture;

— soit de l'article 17, § 3 ou 5 de la loi du 7 juillet 1970 précitée : 434

d) membres du personnel auquel les dispositions des a, b et c, susvisés, ne sont pas applicables : 434

e) 1° est fixé dans l'échelle 437, le traitement de tout chargé de cours visé sous a et b, qui, au moment de sa désignation à cette fonction, compte des services admissibles dont la valeur virtuelle n'atteint pas F 62 700 au 1^{er} avril 1972, F 65 208 au 1^{er} janvier 1974, F 66 462 au 1^{er} juillet 1974; lesdits services admissibles sont, dans ce cas, rejetés pour le calcul de son complément : 437

2° est fixé dans l'échelle 435, le traitement de tout chargé de cours visé sous c et d, qui, au moment de sa désignation à cette fonction, compte des services admissibles dont la valeur virtuelle n'atteint pas F 62 700 au 1^{er} avril 1972, F 65 208 au 1^{er} janvier 1974, F 66 462 au 1^{er} juillet 1974; lesdits services sont, dans ce cas, rejetés pour le calcul de son complément : 435

Régime transitoire

— le membre du personnel nommé à titre définitif en fonction dans une section d'ingénieurs techniciens ou d'architectes, de plein exercice avant que l'établissement où il était affecté n'appartienne à l'enseignement supérieur de type long et de plein exercice conserve, s'il y a intérêt, le bénéfice du dernier traitement qui lui était attribué jusqu'à ce qu'il obtienne un traitement au moins égal;

Professeur

a) porteur d'un des titre requis visés à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et §§ 2, 3 et 4 de la loi du 7 juillet 1970, relative à la structure de l'enseignement supérieur, modifiée par les lois du 26 avril 1971, 27 juillet 1971, 6 juillet 1972 et 18 février 1977 : 445

b) porteur d'un titre visé à l'article 10, § 2, b à d, et § 3 de la loi du 7 juillet 1970 précitée, qui peut bénéficier des dispositions :

— soit de l'article 9 ou de l'article 16, § 1^{er}, de la loi du 18 février 1977, concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole, de type long;

— soit de l'article 7 de la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture;

— soit de l'article 17, § 3 ou 5 de la loi du 7 juillet 1970 précitée : 445

c) membre du personnel auquel les dispositions des a et b. susvisés, ne sont pas applicables : 443

d) 1° est fixé dans l'échelle 446, le traitement de tout professeur visé sous a et b, qui, au moment de sa désignation à cette fonction, compte des services admissibles dont la valeur virtuelle n'atteint pas F 62 700 au 1^{er} avril 1972, F 65 208 au 1^{er} janvier 1974, F 66462 au 1^{er} juillet 1974; lesdits services admissibles sont, dans ce cas, rejetés pour le calcul de son complément : 446

2° est fixé dans l'échelle 444, le traitement de tout professeur visé sous c, au moment de sa désignation à cette fonction compte des services admissibles dont la valeur virtuelle n'atteint pas F 62 700 au 1^{er} avril 1972, F 65 208 au 1^{er} janvier 1974, F 66 462 au 1^{er} juillet 1974; lesdits services sont, dans ce cas, rejetés pour le calcul de son complément : 444

Régime transitoire

— le membre du personnel nommé à titre définitif en fonction dans une section d'ingénieurs techniciens ou d'architectes, de plein exercice avant que l'établissement où il était affecté n'appartienne à l'enseignement supérieur de type long et de plein exercice conserve, s'il y a intérêt, le bénéfice du dernier traitement qui lui était attribué jusqu'à ce qu'il obtienne un traitement au moins égal.

Chef de bureau d'études

a) porteur d'un des titres requis visés à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, §§ 2, 3 et 4 de la loi du 7 juillet 1970, relative à la structure de l'enseignement supérieur, modifiée par les lois du 26 avril 1971, 27 juillet 1971, 6 juillet 1972 et 18 février 1977 : 445

b) porteur d'un titre visé à l'article 10, § 2, b à d et § 3 de la loi du 7 juillet 1970 précitée, qui peut bénéficier des dispositions :

— soit de l'article 9 ou de l'article 16, § 1^{er}, de la loi du 18 février 1977, concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole, de type long;

— soit de l'article 7 de la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture;

— soit de l'article 17, § 3, ou 5 de la loi du 7 juillet 1970 précitée :

- qui a bénéficié de l'article 16, § 1^{er}, de la loi du 18 février 1977 : 436

- qui a bénéficié de l'application d'une des autres dispositions susvisées : 445

c) qui ne possède pas de titre visé à l'article 10, §§ 1^{er} à 4 de la loi du 7 juillet 1970 précitée, et qui peut bénéficier des dispositions :

— soit de l'article 9 ou de l'article 16, § 1^{er}, de la loi du 18 février 1977, concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long;

— soit de l'article 7 de la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture;

— soit de l'article 17, § 3 ou 5, de la loi du 7 juillet 1970 précitée :

- qui a bénéficié de l'application de l'article 16, § 1^{er}, de la loi du 18 février 1977 : 434

- qui a bénéficié de l'application d'une des autres dispositions susvisées : 443

d) des membres du personnel auquel les dispositions des a, b et c susvisés ne sont pas applicables : 434

Régime transitoire

— le membre du personnel nommé à titre définitif en fonction dans une section d'ingénieurs techniciens ou d'architectes, de plein exercice avant que l'établissement où il était affecté n'appartienne à l'enseignement supérieur de type long et de plein exercice conserve, s'il y a intérêt, le bénéfice du dernier traitement qui lui était attribué jusqu'à ce qu'il obtienne un traitement au moins égal.

Sous-directeur (type court)

Régime transitoire

a) nommé à titre définitif au plus tard le 29 juin 1996 :	429
b) qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle IV/199800- 338360 :	429
c) qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle IV/191640- 330200 :	429
d) qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle IV/179400- 317960 :	429
e) qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle III/179400- 291440 :	370
f) qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle III/165400- 269000 :	265
g) qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle III/145400- 256760 :	245

Directeur (type court)

Régime transitoire

a) nommé à titre définitif au plus tard le 29 juin 1996 :	475
b) qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle IV/221220- 371000 :	475
c) qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle IV/211020- 360800 :	471
d) qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle IV/191640- 330200 :	460
e) qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle IV/179400- 317960 :	455
f) qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle III/185480- 297560 :	270
g) directeur d'une école normale primaire, nommé avant le 1 ^{er} mars 1976, porteur du diplôme de professeur d'école normale primaire :	475

Directeur-adjoint (type long)

Régime transitoire

a) nommé à titre définitif au plus tard le 29 juin 1996 :	
— porteur d'un des titres requis, visés à l'article 10, § 1 ^{er} et §§ 2, 3 et 4 de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure de l'enseignement supérieur, modifiée par les lois du 26 avril 1971, 27 juillet 1971, 6 juillet 1972 et 18 février 1977 :	450
— porteur d'un titre visé à l'article 10, § 2, b à d et § 3 de la loi du 7 juillet 1970 précitée, qui peut bénéficier des dispositions :	
- soit de l'article 9 ou de l'article 16, § 1 ^{er} de la loi du 18 février 1977, concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole, de type long;	
- soit de l'article 7 de la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture;	
- soit de l'article 17, § 3 ou 5 de la loi du 7 juillet 1970 précitée :	450
— qui ne possède pas de titre visé à l'article 10, §§ 1 ^{er} à 4 de la loi du 7 juillet 1970 précitée, et qui peut bénéficier des dispositions :	
- soit de l'article 9 ou de l'article 16, § 1 ^{er} de la loi du 18 février 1977, concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long;	
- soit à l'article 7 de la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture;	
- soit de l'article 17, § 3 ou 5 de la loi du 7 juillet 1970 précitée :	449
b) membres du personnel auquel les dispositions susvisées ne sont pas applicables :	449
c) le membre du personnel nommé à titre définitif en fonction dans une section d'ingénieurs techniciens ou d'architectes, de plein exercice avant que l'établissement où il était affecté n'appartienne à l'enseignement supérieur de type long et de plein exercice conserve, s'il y a intérêt, le bénéfice du dernier traitement qui lui était attribué jusqu'à ce qu'il obtienne un traitement au moins égal.	

Directeur (type long)

Régime transitoire

a) nommé à titre définitif au plus tard le 29 juin 1996 :	
— porteur d'un des titres requis visés à l'article 10, alinéa 1 ^{er} et §§ 2, 3 et 4 de la loi du 7 juillet 1970, relative à la structure de l'enseignement supérieur, modifiée par les lois du 26 avril 1971, 27 juillet 1971, 6 juillet 1972 et 18 février 1977 :	480

— porteur d'un titre visé à l'article 10, § 2, b à d et § 3 de la loi du 7 juillet 1970 précitée, qui peut bénéficier des dispositions :

- soit de l'article 9 ou de l'article 16, § 1^{er}, de la loi du 18 février 1977, concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long;

- soit de l'article 7 de la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture;

- soit de l'article 17, § 3 ou 5 de la loi du 7 juillet 1970 précitée : 480

— qui ne possède pas de titre visé à l'article 10, §§ 1^{er} à 4 de la loi du 7 juillet 1970 précitée, et qui peut bénéficier des dispositions :

- soit de l'article 9 ou de l'article 16, § 1^{er} de la loi du 18 février 1977 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long;

- soit de l'article 7 de la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture;

- soit de l'article 17, § 3 ou 5 de la loi du 7 juillet 1970 précitée : 479

b) membres du personnel auquel les dispositions susvisées ne sont pas applicables : 479

c) le membre du personnel nommé à titre définitif en fonction dans une section d'ingénieurs techniciens ou d'architectes, de plein exercice avant que l'établissement où il était affecté n'appartienne à l'enseignement supérieur de type long et de plein exercice conserve, s'il y a intérêt, le bénéfice du dernier traitement qui lui était attribué jusqu'à ce qu'il obtienne un traitement au moins égal.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de la rentrée de l'année académique 1997-1998.

Bruxelles, le 2 juin 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education,
de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 97 — 2576

[S - C - 97/29360]

2 JUNI 1997. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit d.d. 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964, betreffende het statuut van de personeelsleden van het rijksonderwijs, zoals ze gewijzigd werd;

Gelet op het decreet d.d. 25 juli 1997 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldegingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, zoals het gewijzigd werd;

Gelet op het besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, laatst gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 november 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen;

Gelet op het protocol van 15 mei 1997 van de gemeenschappelijke vergadering van Sectorcomité IX en van het Comité voor provinciale en lokale overheidsdiensten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 april 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 6 juni 1997;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs en van de Minister van Hoger Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 1997,

Besluit :

Artikel 1. Een hoofdstuk F' wordt ingevoegd in het besluit d.d. 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het afstandsonderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, tussen hoofdstuk F en hoofdstuk G van hetzelfde besluit.

"HOOFDSTUK F". — Bestuurs- en onderwijzend personeel van de hogescholen

"Meesterassistent" (algemene vakken)

a) Houder van de vereiste bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 10, § 2, 3 en 4 van de wet d.d. 7 juli 1970 betreffende de structuur van het hoger onderwijs :	415
b) Houder van andere bekwaamheidsbewijzen :	411
Overgangsstelsel :	
a) in dienst getreden in deze hoedanigheid vóór het academiejaar 97-98 en die de weddeschaal 422 genoot :	422
b) benoemd in dit ambt op 31 maart 1972 in een middelbare normaalschool, een middelbare technische normaalschool of een hogere technische school van de 2e graad, houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan het vereiste bekwaamheidsbewijs en die op die datum de weddeschaal, toegekend aan de hoogleraar algemene vakken aan deze inrichtingen, houder van het bekwaamheidsbewijs van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs genoot :	422
c) op 31 maart 1972 benoemd in dit ambt in een hogere technische school van de 2e graad, houder van een diploma van het hoger niveau van de 2e graad :	350
d) op 31 maart 1972 benoemd in dit ambt in een middelbare normaalschool, een middelbare technische normaalschool of een technische hogeschool van de 2e graad, houder van andere bekwaamheidsbewijzen :	260
e) op 31 maart 1972 benoemd in dit ambt in een middelbare technische normaalschool, houder van het diploma van technisch ingenieur :	260
f) op 31 maart 1972 benoemd in dit ambt in een middelbare technische normaalschool, houder van een diploma van het hoger niveau van de 1e graad :	222
g) benoemd op 31 maart 1972 in dit ambt in een lagere normaalschool of een hogere technische school van de 1e graad en die op 31 maart 1972 de weddeschaal toegekend aan de geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs genoot :	415
h) benoemd in dit ambt in een lagere normaalschool of een hogere technische school van de 1e graad en die op 31 maart 1972 de weddeschaal toegekend aan de geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs genoot :	
— indien hij houder is van een diploma van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs en indien hij in dienst getreden is uiterlijk op 31 december 1962 :	245
— indien hij geen diploma heeft van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs :	216
— indien hij in dienst getreden is na 31 december 1962 :	216
i) in dienst in een lagere normaalschool, houder van het diploma van regent en in dienst getreden :	
— vóór 1 januari 1963 :	245
— tussen 1 januari 1963 en 31 december 1963 :	240
j) benoemd in dit ambt in een hogere technische school van de 1e graad, houder van een diploma van het hoger niveau van de 2e graad :	330
k) benoemd in dit ambt in een hogere technische school van de 1e graad :	
— indien hij houder is van een diploma van onderwijzer of een bekwaamheidsbewijs van het hoger secundair onderwijs en indien hij in dienst getreden is uiterlijk op 31 december 1962 :	206/3
— indien hij niet in het bezit is van een bekwaamheidsbewijs van het hoger secundair onderwijs :	206/2
— indien hij in dienst getreden is na 31 december 1962 :	206/2
l) houder van een van de vereiste bekwaamheidsbewijzen, bedoeld in artikel 10, § 1, lid 1, §§ 2, 3 en 4 van de wet van 7 juli 1970, betreffende de structuur van het hoger onderwijs :	
— in dienst getreden in deze hoedanigheid vóór het academiejaar 1982- 1983 :	422
m) niet houder van het bekwaamheidsbewijs, bedoeld in artikel 10, §§ 1 t/m 4 van bovenvermelde wet d.d. 7 juli 1970, en die het voordeel van de bepalingen kan genieten :	
— ofwel van artikel 9 ofwel artikel 16, § 1, van de wet d.d. 18 februari 1977, betreffende de organisatie van het hoger onderwijs en inzonderheid het technisch hoger onderwijs en het agrarisch hoger onderwijs van het lange type;	
— ofwel van artikel 9 van artikel 16, § 1, van de wet d.d. 18 februari 1977 houdende organisatie van het architectuuronderwijs;	
— ofwel van artikel 17, § 3, van bovenvermelde wet d.d. 7 juli 1970 :	421
n) het vast benoemd personeelslid in een voltijds ambt in een afdeling voor technische ingenieurs of architecten, voordat de inrichting waar hij was aangesteld tot het hoger onderwijs van het lange type met volledig leerplan behoort, behoudt indien hij er belang bij heeft, het voordeel van de laatste wedde die hem werd toegekend totdat hij een minstens gelijke wedde verkrijgt;	
o) het personeelslid dat op 31 maart 1972 de weddeschaal III) 139409-242480 genoot, geniet via een overgangsbepaling de weddeschaal 340 :	340

Meesterassistent (bibliothecaris)

Overgangsregeling

a) in deze hoedanigheid in dienst getreden vóór 1996-1997 en houder van het vereiste bekwaamheidsbewijs, bedoeld in artikel 14, 4°, a, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 22 april 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, het psychologisch personeel, van het sociaal personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen :

b) die op 31 maart 1972 de weddeschaal III/123400-226160 genoot :

Meesterassistent (cursussen lekenmoraal)

a) houder van andere bekwaamheidsbewijzen :

Overgangsregeling

a) in die hoedanigheid in dienst getreden vóór het academiejaar 1997-1998 en die de weddeschaal 422 genoot :

b) benoemd op 31 maart 1972 in het ambt in de middelbare normaalschool of in de technische hogeschool van de 2e graad, houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan het vereiste bekwaamheidsbewijs en die op die datum de weddeschaal genoot die aan de leraar lekenmoraal van die inrichtingen werd toegekend die houder was van het diploma van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs :

c) in dienst in een middelbare normaalschool of in een technische school van de 1e graad en die op die datum de weddeschaal genoot die houder is van andere bekwaamheidsbewijzen :

d) op 31 maart 1972 benoemd in een ambt in een lagere normaalschool of in een technische hogeschool van de 1e graad en die op die datum de weddeschaal, toegekend aan de geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs, genoot :

e) benoemd op 31 maart in een ambt in een lagere normaalschool of in een technische hogeschool van de eerste graad en die op die datum het voordeel genoot van de weddeschaal toegekend aan de geaggregeerde van het lager secundair onderwijs :

— indien hij houder is van het diploma van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs en indien hij in dienst trad uiterlijk op 31 december 1962 :

— indien hij het diploma van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs niet bezit :

— indien hij na 31 december 1962 in dienst trad;

f) in dienst in een lagere normaalschool, houder van een diploma van regent en in dienst getreden :

— vóór 1 januari 1963 :

— tussen 1 januari 1963 en 31 december 1963 :

g) in het ambt benoemd in een technische hogeschool van de 1e graad, houder van een diploma van het hoger niveau van de 2e graad

h) in dienst in een technische hogeschool van de 1e graad :

— indien hij houder is van het diploma van onderwijzer of van een bekwaamheidsbewijs van hoger secundair niveau en indien hij in dienst trad vóór uiterlijk 31 december 1962 :

— indien hij niet in het bezit is van het diploma van onderwijzer of van een bekwaamheidsbewijs van hoger secundair niveau :

— indien hij in dienst trad na 31 december 1962 :

Leraar godsdienst

a) houder van een van de bekwaamheidsbewijzen vereist in de bijlage van het besluit d.d. 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse en Israëlitische godsdienst van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap :

b) houder van andere bekwaamheidsbewijzen :

Leraar katholieke of protestantse godsdienst

Overgangsregeling

a) in dienst getreden in deze hoedanigheid vóór het academiejaar 1997-1998 en die de weddeschaal 422 genoot :

b) die de hoedanigheid van geestelijke bezit :

— indien hij op 1 januari 1973 niet leefde in een gemeenschap, in de zin van artikel 30 van de wet d.d. 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd bij de wet van 11 juli 1973, of indien hij twintig jaar of meer dienstanciënniteit in het onderwijs telt :

— indien hij op 1 januari 1973 leefde in een gemeenschap in de zin van voormeld artikel 30 en geen twintig jaar dienst in het onderwijs telde :

c) op 31 maart 1972 benoemd in zijn ambt in een middelbare normaalschool of in een technische hogeschool van de 2e graad, houder van een bekwaamheidsbewijs anders dan het vereiste bekwaamheidsbewijs en die op die datum de weddeschaal genoot die toegekend werd aan de leraar godsdienst van die inrichtingen, houder van het diploma van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs :

<i>d)</i> in dienst in een middelbare normaalschool of in een technische hogeschool van de 2e graad houder van andere bekwaamheidsbewijzen :	260
<i>e)</i> op 31 maart 1972 benoemd in het ambt in een lagere normaalschool of in een technische hogeschool van de 1e graad en die op die datum de weddeschaal genoot toegekend aan de geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs :	415
<i>f)</i> benoemd op 31 maart 1972 in het ambt in een lagere normaalschool of in een technische hogeschool of in een technische hogeschool van de 1e graad en die op die datum de weddeschaal genoot die toegekend werd aan de geaggregeerde van het lager secundair onderwijs :	
— indien hij houder is van het diploma van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs en indien hij in dienst trad uiterlijk op 31 december 1962 :	245
— indien hij geen houder is van het diploma van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs :	216
<i>g)</i> in dienst in een lagere normaalschool, houder van een diploma van regent en in dienst getreden :	
— vóór 1 januari 1963 :	245
— tussen 1 januari 1963 en 31 december 1963 :	240
<i>h)</i> in het ambt benoemd in een technische hogeschool van de 1e graad, houder van een diploma van hoger niveau van de 2e graad :	330
<i>i)</i> in dienst in een technische hogeschool van de 1e graad :	
— indien hij houder is van het diploma van onderwijzer of van een bekwaamheidsbewijs van het hoger secundair niveau en indien hij in dienst trad uiterlijk vóór 31 december 1962 :	2063

Leraar Israëlitische godsdienst

Overgangsregeling

<i>a)</i> in die hoedanigheid in dienst getreden en die aan het einde van het academiejaar 1996-1997 de weddeschaal 422 genoot :	422
<i>b)</i> die de hoedanigheid van rabbijn bezit :	422
<i>c)</i> die de hoedanigheid of waardigheid van bedienaar van de eredienst heeft;	422
<i>d)</i> houder zijn van het diploma van "master" in de Joodse geschiedenis, gedachtenwereld en beschaving, uitgereikt door de U.L.B, aangevuld met het getuigschrift van bekwaamheid tot het onderwijs van de Israëlitische godsdienst in de lagere secundaire graad, uitgereikt door het Centraal israëlitisch Consistorium van België en gezamenlijk ondertekend door de voorzitter van het Centraal israëlitisch Consistorium van België en de Opperrabbijn van België of de Rabbijn verbonden aan het Consistorium :	422
<i>e)</i> houder van het speciaal licentiaat in de Joodse geschiedenis gedachtenwereld en beschaving uitgereikt door de ULB, aangevuld met het getuigschrift van de bekwaamheid tot het onderwijs van de Israëlitische godsdienst in de hogere secundaire graad, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorium van België en gezamenlijk ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorium van België en de Opperrabbijn van België of de Rabbijn verbonden aan het Consistorium :	422
<i>f)</i> houder van het diploma van licentiaat uitgereikt door een Belgische of buitenlandse universiteit, aangevuld met het getuigschrift van bekwaamheid tot het onderwijs van de Israëlitische godsdienst in de hogere secundaire graad uitgereikt door het Centraal israëlitisch Consistorium van België en gezamenlijk ondertekend door de voorzitter van het Centraal israëlitisch Consistorium van België en de Opperrabbijn of de Rabbijn verbonden aan het Consistorium :	422
<i>g)</i> houder van het diploma uitgereikt door een Belgische of buitenlandse Talmoedschool (Jeshiva) of een Belgisch of buitenlands seminarie voor het onderwijs van de Israëlitische godsdienst in de hogere secundaire graad, uitgereikt door het Centraal israëlitisch Consistorium van België en gezamenlijk ondertekend door de voorzitter van het Centraal israëlitisch Consistorium van België of de Rabbijn verbonden aan het Consistorium :	422
<i>h)</i> houder van het hoger diploma in de Joodse geschiedenis, gedachtenwereld en beschaving, uitgereikt door het Studie Instituut voor het jodendom, aangevuld met getuigschrift van bekwaamheid tot het onderwijs van de Israëlitische godsdienst in de hogere secundaire graad, uitgereikt door het centraal israëlitisch Consistorium van België en gezamenlijk ondertekend door de voorzitter van het centraal israëlitisch Consistorium van België en de Opperrabbijn van België of de Rabbijn verbonden aan het Consistorium :	422
<i>i)</i> houder van het getuigschrift van bekwaamheid tot het onderwijs van de Israëlitische godsdienst, uitgereikt door het Centraal israëlitisch Consistorium van België en gezamenlijk ondertekend door de voorzitter van het Centraal israëlitisch Consistorium en de Opperrabbijn van België of de Rabbijn verbonden aan het Consistorium :	2062

Meesterassistent

(Cursussen psychologie, opvoedkunde en methodiek)

<i>a)</i> houder van een van de bekwaamheidsbewijzen vereist in artikel 10, 2°, van bovenvermeld besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 22 april 1969 :	415
<i>b)</i> houder van andere bekwaamheidsbewijzen :	411

Overgangsregeling

- a) in dienst getreden in die hoedanigheid vóór het academiejaar 1997- 1998 en die de weddeschaal 422 genoot : 422
- b) in het ambt benoemd op 31 maart 1972 in een middelbare normaalschool of in een middelbare technische normaalschool, houder van een universitair diploma anders dan het vereiste bekwaamheidsbewijs en die op die datum het voordeel genoot van de weddeschaal toegekend aan de leraar die het vereiste bekwaamheidsbewijs bezit : 422
- c) in het ambt in een lagere normaalschool, houder van een universitair diploma anders dan het vereiste bekwaamheidsbewijs, belast met de leiding van de praktijkoefeningen in de lagere oefenschool en die op 31 maart 1972 het voordeel genoot van de weddeschaal toegekend aan de leraar die houder is van het vereiste bekwaamheidsbewijs : 422
- d) in het ambt benoemd op 31 maart 1972 in een middelbare normaalschool of in een middelbare technische normaalschool, niet in het bezit van een universitair diploma : 260
- e) in het ambt in de lagere normaalschool, houder van een universitair diploma anders dan het vereiste bekwaamheidsbewijs, niet belast met de leiding van de praktijkoefeningen en die op 31 maart 1972 het voordeel genoot van de weddeschaal toegekend aan de leraar die houder is van het vereiste bekwaamheidsbewijs : 415
- f) belast met de leiding van de praktijkoefeningen in een lagere oefenschool, houder van het diploma van regent en in het ambt na 15 november 1923 en vóór 1 januari 1964 : 260
- g) niet belast met de leiding van de praktijkoefeningen in de lagere oefenschool, houder van het diploma van regent en in het ambt na 15 november 1923 en vóór 1 januari 1964 : 240

Meesterassistent

(technische curcussen)

- a) houder van een van de bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 10, 11°, van vormeld besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 22 april 1969, met als basisdiploma een diploma van hoger niveau van de 3e graad 415
- b) houder van een van de bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 10, 11°, van vormeld besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 22 april 1969, met als basisdiploma een diploma van hoger niveau van de 2e graad : 350
- c) houder van een van de bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 10, 11°, van vormeld besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 22 april 1969, met als basisdiploma een diploma van hoger niveau van de 1e graad : 260
- d) houder van een vereiste bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 1, 2°, van voormeld besluit van de Franse Gemeenschap d.d. 22 april 1969 : 415
- e) houder van een diploma van hoger niveau van de 3e graad, niet bedoeld in a) of in d) : 411
- f) houder van een diploma van hoger niveau van de 2e graad, niet bedoeld in b) : 318-1
tweejaar-
lijks
- g) houder van een diploma van hoger niveau van de 1e graad, niet bedoeld in e) : 316- 1
tweejaar-
lijks

Overgangsregeling

- a) in die hoedanigheid in dienst getreden vóór het academiejaar 1997-1998 en die het voordeel genoot van weddeschaal 422 : 422
- b) houder van het vereiste bewijs, met als basisdiploma een diploma van hoger niveau van de 2e graad :
— benoemd in het ambt in een middelbare technische normaalschool : 350
— benoemd in het ambt in een technische hogeschool van de 2e graad : 350
— in dienst in een technische hogeschool van de 1e graad vanaf de datum van zijn benoeming in het ambt van het hoger onderwijs : 350
- c) houder van het vereiste bekwaamheidsbewijs, met als basisdiploma een diploma van hoger niveau van de 1e graad :
— benoemd in het ambt in een middelbare technische normaalschool : 260
— benoemd in het ambt in een technische hogeschool van de 2e graad : 260
— in dienst in een technische hogeschool van de 1e graad vanaf de datum van zijn benoeming in het ambt van het hoger onderwijs : 260
- d) op 31 maart 1972 in het ambt benoemd, in een technische hogeschool van de 2e graad of middelbare technische normaalschool, houder van een universitair diploma : 4232
- e) op 31 maart 1972 in het ambt benoemd in een technische hogeschool van de 2e graad, houder van een diploma van hoger niveau van de 2e graad : 350
- f) op 31 maart 1972 benoemd in een technische hogeschool van de 2e graad, houder van een bekwaamheidsbewijs anders dan het vereiste bekwaamheidsbewijs en die op die datum het voordeel genoot van de weddeschaal toegekend aan de leraar houder van andere bekwaamheidsbewijzen : 260

<i>g)</i> op 31 maart 1972 benoemd in het ambt, in een technische hogeschool van de 1e graad of in een middelbare technische normaalschool, houder van een diploma van hoger niveau van de 2e graad :	330
<i>h)</i> op 31 maart 1972 benoemd in het ambt, in een technische hogeschool van de 1e graad of in een middelbare technische normaalschool, houder van een diploma van hoger niveau van de 1e graad :	
— indien hij uiterlijk op 31 december 1962 in dienst trad :	222
— indien hij na die datum in dienst trad :	216
<i>j)</i> op 31 maart 1972 in dat ambt benoemd in de technische hogeschool van de 1e graad of in de middelbare technische normaalschool :	
— indien hij houder is van een diploma van onderwijzer of van een bekwaamheidsbewijs van hoger secundair niveau en indien hij in dienst trad uiterlijk op 31 december 1962 :	2063
— indien hij niet in het bezit is van het diploma van onderwijzer of van een bekwaamheidsbewijs van hoger secundair niveau :	2062
— indien hij na 31 december 1962 in dienst trad :	2062
<i>k)</i> op 31 maart 1972 in het ambt benoemd, in een middelbare technische normaalschool, houder van het diploma van technisch ingenieur :	2060
<i>l)</i> op 31 maart 1972 in het ambt benoemd in een middelbare technische school, houder van een diploma van hoger niveau van de 1e graad :	222
<i>m)</i> houder van een van de vereiste bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 10, § 1, lid 1 en §§ 2, 3 en 4, van de wet d.d. 7 juli 1970 betreffende de structuur van het hoger onderwijs :	
— in die hoedanigheid in dienst getreden vóór het academiejaar 1982-1983 :	422
— in die hoedanigheid in dienst getreden na het academiejaar 1983 en vóór het academiejaar 1997-1998 :	415
<i>n)</i> niet in bezit van het bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 10, §§ 1 t/m 4 van bovenvermelde wet d.d. 7 juli 1970 en die de bepalingen kan genieten :	
— ofwel van artikel 9 of van artikel 16, § 1, van de wet d.d. 18 februari 1977 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs en inz. van het technisch hoger onderwijs en van het hoger landbouwonderwijs van het lange type;	
— ofwel van artikel 7 van de wet d.d. 18 februari 1977 betreffende het architectuuronderwijs	
— ofwel van artikel 7 van bovenvermeld wet d.d. 7 juli 1970 :	421
<i>o)</i> het personeelslid vast benoemd in een ambt van de afdeling van technische ingenieurs of architecten met volledig leerplan voordat de inrichting waar hij was aangesteld behoort tot het hoger onderwijs van het lange type en met volledig leerplan, behoudt indien hij er belang bij heeft, het voordeel van de laatste hem toegekende wedde tot dat hij een minstens gelijke wedde verkrijgt;	
<i>p)</i> het personeelslid dat op 31 maart 1972 het voordeel genoot van de weddeschaal III, 139409-292480, geniet, via een overgangsmaatregel, de schaal 340 :	340
Meesterassistent	
(cursus lichamelijke opvoeding)	
<i>a)</i> houder van het vereiste bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 10, 4°, van voormeld besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d.22 april 1969 :	415
<i>b)</i> houder van andere bekwaamheidsbewijzen :	411
Overgangsregeling	
<i>a)</i> in die hoedanigheid in dienst getreden vóór het academiejaar 1997-1998 en die de weddeschaal 422 genoot :	422
<i>b)</i> in die hoedanigheid benoemd in de middelbare normaalschool (afdeling lichamelijke opvoeding), houder van een bekwaamheidsbewijs anders dan dat van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs (lichamelijke opvoeding) en die op 31 maart 1972 de weddeschaal genoot die aan de geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs (lichamelijke opvoeding), fungerende in dezelfde school, werd toegekend :	422
<i>c)</i> in het ambt benoemd in de middelbare normaalschool (afdeling lichamelijk opvoeding) en die op 31 maart 1972 de weddeschaal genoot van de geaggregeerde van het lager secundair onderwijs die in dezelfde school fungeerde :	260
<i>d)</i> in het ambt benoemd en die op 31 maart 1972 de weddeschaal genoot van de geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs (lichamelijke opvoeding) :	415
<i>e)</i> in het ambt benoemd in een lagere normaalschool en die op 31 maart 1972 de school genoot die werd toegekend aan de geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs die in dezelfde school fungeerde :	
— indien hij houder is van het diploma van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs en indien hij uiterlijk op 31 december 1962 in dienst trad :	245
— indien hij niet in het bezit is van het diploma van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs :	240
— indien hij in dienst trad na 31 december 1962 :	240
<i>f)</i> in het ambt benoemd en die op 31 maart 1972 de weddeschaal genoot van de geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs :	
— indien hij houder is van het diploma van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs en indien hij in dienst trad uiterlijk op 31 december 1962 :	245

— indien hij niet in het bezit is van het diploma van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs :	216
— indien hij en dienst trad na 31 december 1962 :	216
<i>g</i>) in het ambt benoemd, houder van het diploma van onderwijzer of van een bekwaamheidsbewijs van het hoger secundair onderwijs :	2063
<i>h</i>) in het ambt benoemd, houder van andere bekwaamheidsbewijzen :	2062
Meesterassistent	
(teken en plastische opvoeding)	
<i>a</i>) houder van het vereiste bekwaamheidsbewijs, bedoeld in artikel 10, 5°, van vormeld besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d.22 april 1962 :	415
<i>b</i>) houder van het diploma van architect of geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs (plastische kunsten) :	245
<i>c</i>) houder van andere bekwaamheidsbewijzen :	216
Overgangsregeling	
<i>a</i>) in die hoedanigheid in dienst getreden vóór het academiejaar 1997-1998 en die de weddeschaal 422-502 genoot :	422
<i>b</i>) in het ambt benoemd in een middelbare normaalschool (afdeling plastische kunsten), houder van een bekwaamheidsbewijs anders dan het vereiste bekwaamheidsbewijs en die op 31 maart 1972 de weddeschaal IV/179400-317960 genoot :	422
<i>c</i>) in het ambt benoemd in een middelbare normaalschool (afdeling plastische kunsten) houder van een bekwaamheidsbewijs anders dan het vereiste bekwaamheidsbewijs en die op 31 maart 1972 de weddeschaal III/193400-246560 genoot :	260
<i>d</i>) in het ambt benoemd houder van een bekwaamheidsbewijs anders dan het vereiste bekwaamheidsbewijs en die op 31 maart 1972, de weddeschaal IV/159400-297560 genoot :	415
<i>e</i>) in het ambt benoemd, houder van een bekwaamheidsbewijs anders dan het vereiste bekwaamheidsbewijs en die op 31 maart 1972 de weddeschaal III/123400-226160 genoot :	
— indien hij houder is van het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs en indien hij uiterlijk op 31 december 1962 in dienst trad :	245
— indien hij niet in bezit is van het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs :	216
— indien hij dienst trad na 31 december 1962 :	216
<i>f</i>) in het ambt benoemd, houder van het diploma van onderwijzer of van een bekwaamheidsbewijs van het hoger secundair onderwijs en die op 31 maart 1972 de weddeschaal II/97400-185420 genoot :	2063
<i>g</i>) in het ambt benoemd en die op 31 maart 1972 de weddeschaal II/97400-185420 genoot :	2062
<i>h</i>) in het ambt benoemd op 31 maart 1972 en die het getuigschrift bezit van bekwaamheid voor het lager secundair onderwijs uitgereikt vóór 1 september 1956 en het bekwaamheidsgetuigschrift voor het normaalonderwijs :	245
Meesterassistent	
(leergangen muziek en muziekopvoeding)	
<i>a</i>) het personeelslid houder van het vereiste bekwaamheidsbewijs, bedoeld in artikel 10, 6°, van voormeld besluit van de Franse Gemeenschap d.d. 22 april 1969 :	415
<i>b</i>) houder van het diploma van bekwaamheid voor het onderwijzen van de vocale muziek in de inrichtingen voor middelbaar en normaalonderwijs van de Staat van de 2e graad, uitgereikt door de door de Regering ingestelde examencommissie :	245
<i>c</i>) houder van andere bekwaamheidsbewijzen	
Overgangsregeling	
— in het ambt benoemd en die op 31 maart 1972, de weddeschaal IV/159400-297560 genoot :	415
Praktijkmeester (bibliothecaris)	
Overgangsregeling	
<i>a</i>) in die hoedanigheid in dienst getreden vóór het academiejaar 1996-1997 en houder van het vereiste bekwaamheidsbewijs, bedoeld in artikel 14, 4°, b, van voormeld besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 22 april 1969 :	415
<i>b</i>) die op 31 maart 1972 de weddeschaal III/123400-226160 genoot :	216
Praktijkmeester (stenodactylografie)	
<i>a</i>) houder van één van de vereiste bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 10, 8°, van voormeld besluit van de executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 22 april 1969 :	245
<i>b</i>) houder van andere bekwaamheidsbewijzen :	216
Praktijkmeester (andere specialisaties)	
<i>a</i>) houder van een van de vereiste bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 10, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 15°, 16° en 17° van voormeld besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 22 april 1969 :	245
<i>b</i>) houder van andere bekwaamheidsbewijzen :	216

Overgangsregeling

a) in dat ambt op 31 maart 1972 benoemd en die het voordeel genoot ofwel van artikel 23, ofwel van artikel 28 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het personeel van de onderwijsinrichtingen van de Staat.

Eerstaanwezend praktijkmeester

a) 231

Werkleiders

a) houder van een van de vereiste bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 10, § 1, lid 1, en §§ 2, 3 en 4 van de wet d.d. 7 juli 1970 betreffende de structuur van het hoger onderwijs, gewijzigd bij de wetten d.d. 26 april 1971, 27 juli 1971, 6 juli 1972 en 18 februari 1977 : 436

b) die niet in het bezit is van het bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 10, §§ 1 t/m 4 van bovenvermelde wet d.d. 7 juli 1970 en die het voordeel kan genieten van de bepalingen :

— ofwel van artikel 9 of van artikel 16, § 1, van de wet d.d. 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs en inz. van het technisch hoger onderwijs en het hoger landbouwonderwijs van het lange type;

— ofwel van artikel 7 van de wet d.d. 18 februari 1977 betreffende het architectuuronderwijs;

— ofwel van artikel 17, § 3 of 5 van bovenvermeld wet d.d. 7 juli 1970 : 434

Overgangsregeling

— het vast benoemd personeelslid in dienst in een afdeling van technische ingenieurs of architecten, met volledig leerplan voordat de inrichting waar hij was aangesteld, behoort tot het hoger onderwijs van het lange type en met volledig leerplan, bewaart indien hij er belang bij heeft, het voordeel van de laatste hem toegekende wedde totdat hij een minstens gelijke wedde verkrijgt;

— de werkleider die op 31 maart 1972 het voordeel genoot van weddeschaal III/165400-269000, geniet, via overgangsmaatregel, het voordeel van weddeschaal 265 : 265

Docent

a) houder van een van de vereiste bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 10, § 1, lid 1 en §§ 2, 3 en 4 van de wet d.d. 7 juli 1970 betreffende de structuur van het hoger onderwijs, gewijzigd bij de wetten d.d. 26 april 1979, 27 juli 1971, 6 juli 1972 en 18 februari 1977 : 436

b) houder van een bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 10, § 2 b t/m d en § 3 van bovenvermelde wet d.d. 7 juli 1970, die het voordeel van de bepalingen kan genieten :

— ofwel van artikel 9 of van artikel 16, § 1, van de wet d.d. 18 februari 1977, betreffende de inrichting van het hoger onderwijs inz. het technisch hoger onderwijs en het hoger landbouwonderwijs van het lange type;

— ofwel van artikel 7 van de wet d.d. 16 februari 1977 betreffende de inrichting van het architectuuronderwijs;

— ofwel van artikel 17, § 3 of 5 van bovenvermelde wet d.d. 7 juli 1970;

— anders dan dat bedoeld in a) hierboven : 436

c) die niet in het bezit is van het bekwaamheidsbewijs, bedoeld in artikel 10, §§ 1 t/m 4, van bovenvermelde wet d.d. 7 juli 1970 en die het voordeel van de bepalingen kan genieten :

— ofwel van artikel 9 of van artikel 16, §§ 1 van de wet d.d. 18 februari 1977, betreffende de inrichting van het hoger onderwijs en inz. van het technisch hoger onderwijs en hoger landbouwonderwijs van het lange type;

— ofwel van artikel 7 van de wet d.d. 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het architectuuronderwijs;

— ofwel van artikel 17, § 3 of 5 van voormelde wet d.d. 7 juli 1970 : 434

d) personeelsleden op wie de bepalingen van a), b) en c), bovenvermeld, niet van toepassing zijn : 434

e) 1° wordt vastgesteld in de weddeschaal 437 de wedde van elke in a) en b) bedoelde docent die op het ogenblik van zijn aanstelling in dat ambt aanvaardbare diensten telt waarvan de virtuele waarde F 62 700 op 1 april 1972, F 65 208 op 1 januari 1974, F 64 462 op 1 juli 1979 niet bereikt; bedoelde aanvaardbare diensten worden in dit geval verworpen voor de berekening van zijn aanvulling;

2° wordt vastgesteld in de weddeschaal 435 de wedde van elke in c) en d) bedoelde docent die op het ogenblik van zijn aanstelling in dat ambt aanvaardbare diensten telt waarvan de virtuele waarde F 62 700 op 1 april 1972, F 65 208 op 1 januari 1974, F 66 462 op 1 juli 1974 niet bereikt; bedoelde diensten worden in dat geval verworpen voor de berekening van zijn aanvulling.

Overgangsregeling

Het vastbenoemd personeelslid in dienst in een afdeling technische ingenieurs of architecten, met volledig leerplan voordat de inrichting waar hij aangesteld was, tot het hoger onderwijs van het lange type en met volledig leerplan behoort, bewaart indien hij er belang bij heeft, het voordeel van de laatste hem toegekende wedde totdat hij een minstens gelijke wedde verkrijgt;

Hoogleraar

a) houder van een van de vereiste bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 10, § 1, lid 1, en §§ 2, 3 en 4 van de wet d.d. 7 juli 1970, betreffende de structuur van het hoger onderwijs, gewijzigd bij de wetten d.d. 26 april 1971, 27 juli 1971, 6 juli 1972 en 18 februari 1977 : 445

- b)* houder van een bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 10, § 2 b t/m d, en § 3, van voormelde wet d.d. 7 juli 1970 die het voordeel van de bepalingen kan genieten :
- ofwel van artikel 9 of van artikel 16, § 1, van de wet d.d. 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs en inz. van het technische hoger onderwijs en het hoger landbouwonderwijs, van het lange type;
 - ofwel van artikel 7 van de wet d.d. 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het architectuuronderwijs : 445
- c)* leden van het personeel op wie de bepalingen van *a)* en *b)* bovenvermeld, niet van toepassing zijn : 443
- d)* 1° wordt vastgesteld in weddeschaal 446 de wedde van elke in *a)* en *b)* bedoelde hoogleraar die op het ogenblik van zijn aanstelling in dat ambt aanvaardbare diensten telt waarvan de virtuele waarde F 62 700 op 1 april 1972, F 65 208 op 1 januari 1974, F 66 462 op 1 juli 1974 niet bereikt; bedoelde diensten worden in dat geval verworpen voor de berekening van zijn aanvulling : 444

Overgangsregeling

— het vast benoemd personeelslid in dienst in een afdeling van technische ingenieurs of architecten, met volledig leerplan voordat de inrichting waar hij was aangesteld, behoort tot het hoger onderwijs van het lange type en met volledig leerplan, bewaart indien hij er belang bij heeft, het voordeel van de laatste hem toegekende wedde totdat hij een minstens gelijke wedde verkrijgt.

Hoofd van Studiebureau

- a)* houder van een van de vereiste bekwaamheidsbewijzen, bedoeld in artikel 10, § 1, lid 1, §§ 2, 3 en 4, van de wet d.d. 7 juli 1970 betreffende de structuur van het hoger onderwijs, gewijzigd bij de wetten d.d. 26 april 1971, 27 juli 1971, 6 juli 1972 en 18 februari 1977 : 445
- b)* houder van een bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 10, § 2, b t/m d en § 3, van voormelde wet d.d. 7 juli 1970, die het voordeel van de bepalingen kan genieten :
- ofwel van artikel 9 of van artikel 16, § 1, van de wet d.d. 18 februari 1977, betreffende de inrichting van het technisch hoger onderwijs en inz. van het hoger landbouwonderwijs van het lange type;
 - ofwel van artikel 7 van de wet d.d. 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het architectuuronderwijs;
 - ofwel van artikel 17, § 3 of 5 van voormelde wet d.d. 7 juli 1970 :
 - die het voordeel genoot van artikel 16, § 1, van de wet d.d. 18 februari 1977 : 436
 - die het voordeel genoot van de toepassing van een van de andere bovenvermelde bepalingen : 445
- c)* die geen bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 10, §§ 1 t/m 4 van voormelde wet d.d. 7 juli 1970 bezit en die het voordeel van de bepalingen kan genieten :
- ofwel van artikel 9 of van artikel 16, § 1, van de wet d.d. 18 februari 1977, betreffende de inrichting van het technisch hoger onderwijs en het hoger landbouwonderwijs van het lange type;
 - ofwel van artikel 7 van de wet d.d. 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het architectuuronderwijs;
 - ofwel van artikel 17, § 3 van bovenvermelde wet d.d. 7 juli 1970 :
 - die het voordeel genoot van de toepassing van artikel 16, § 1, van de wet d.d. 18 februari 1977 : 434
 - die het voordeel genoot van de toepassing van een van de andere voormelde bepalingen : 443
- d)* personeelsleden op wie bovenvermelde bepalingen van *a)*, *b)* en *c)* niet van toepassing zijn : 434

Overgangsregeling

— het vast benoemd personeelslid in dienst in een afdeling technische ingenieurs of architecten, met volledig leerplan voordat de inrichting waar hij aangesteld was, tot het hoger onderwijs van het lange type en met volledig leerplan behoort, bewaart indien hij er belang bij heeft, het voordeel van de laatste hem toegekende wedde totdat hij een minstens gelijke wedde verkrijgt;

Onderdirecteur (korte type)

Overgangsregeling

- a)* vast benoemd uiterlijk op 29 juni 1996 : 429
- b)* die op 31 maart 1972 de weddeschaal IV/199800-338360 genoot : 429
- c)* die op 31 maart 1972 de weddeschaal IV/191640-330200 genoot : 429
- d)* die op 31 maart 1972 de weddeschaal IV/179400-317960 genoot : 429
- e)* die op 31 maart 1972 de weddeschaal III/179400-291440 genoot : 370
- f)* die op 31 maart 1972 de weddeschaal III/165400-269000 genoot : 265
- g)* die op 31 maart 1972 de weddeschaal III/145400-256760 genoot : 245

Directeur (kort type)	
Overgangsregeling	
a) vast benoemd uiterlijk op 24 juni 1996 :	475
b) die op 31 maart 1972 de weddeschaal IV/221220-371000 genoot :	475
c) die op 31 maart 1972 de weddeschaal IV/21020-360800 genoot :	471
d) die op 31 maart 1972 de weddeschaal IV/191640-330200 genoot :	460
e) die op 31 maart 1972 de weddeschaal IV/179400-317960 genoot :	455
f) die op 31 maart 1972 de weddeschaal III/185480-297560 genoot :	270
g) directeur van een lagere normaalschool, vóór 1 maart 1996, houder van het diploma van hoogleraar lagere normaalschool :	475

Adjunct-directeur (lange type)	
Overgangsregeling	
a) vast benoemd uiterlijk op 29 juni 1996 :	
houder van een van de vereiste bekwaamheidsbewijzen, bedoeld in artikel 10, § 1 en §§ 2, 3 en 4 van de wet d.d. 7 juli 1970 betreffende de structuur van het hoger onderwijs, gewijzigd bij de wetten d.d. 26 april 1971, 27 juli 1971, 6 juli 1972 en 18 februari 1977 :	450
— houder van een bekwaamheidsbewijs, bedoeld in artikel 10, § 2, b t/m d en § 3 van voormelde wet d.d. 7 juli 1970 die het voordeel kan genieten van de bepalingen :	
- ofwel van artikel 9 of van artikel 16, § 1, van de wet d.d. 18 februari 1977, betreffende de inrichting van het hoger onderwijs, inz. het technisch hoger onderwijs en het hoger landbouwonderwijs van het lange type;	
- ofwel van artikel 7 van de wet d.d. 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het architectuuronderwijs;	
- ofwel van artikel 17, § 3 of 5 van voormelde wet d.d. 7 juli 1970 :	450
— die geen bekwaamheidsbewijs bezit bedoeld in artikel 10, §§ 1 t/m 4 van bovenvermelde wet d.d. 7 juli 1970 en die het voordeel kan genieten van de bepalingen :	
- ofwel van artikel 9 of van artikel 16, § 1, van de wet d.d. 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs, inz. het technisch hoger onderwijs en het hoger landbouwonderwijs van het lange type;	
- ofwel artikel 7 van de wet d.d. 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het architectuuronderwijs;	
- ofwel van artikel 17, § 3 of 5 van voormelde wet d.d. 7 juli 1970 :	449
b) personeelsleden op wie bovenvermelde bepalingen niet van toepassing zijn :	449
c) het vast benoemd personeelslid in dienst in een afdeling technische ingenieurs of architecten, met volledig leerplan voordat de inrichting waar hij aangesteld was tot het hoger onderwijs van het lange type en met volledig leerplan behoort, bewaart indien hij er belang bij heeft, het voordeel van de laatste hem toegekend wedde totdat hij een minstens gelijke wedde verkrijgt.	

Directeur (lange type)	
Overgangsregeling	
a) vast benoemd uiterlijk op 29 juni 1996 :	
— houder van een van de vereiste bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 10, lid 1 en §§ 2, 3 en 4 van de wet d.d. 7 juli 1970 betreffende de structuur van het hoger onderwijs, gewijzigd bij de wetten d.d. 26 april 1971, 27 juli 1971, 6 juli 1972 en 18 februari 1977 :	480
— houder van een bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 10, § 2, b t/m d, en § 3 van bovenvermelde wet d.d. 7 juli 1970 die het voordeel kan genieten van de bepalingen :	
- ofwel van artikel 9 of van artikel 16, § 1, van de wet d.d. 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs en inz. het technisch hoger onderwijs en het hoger landbouwonderwijs van het lange type;	
- ofwel van artikel 7 van de wet d.d. 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het architectuuronderwijs;	
- ofwel van artikel 17, § 3 of 5 van bovenvermelde wet d.d. 7 juli 1970 :	480
— die geen bekwaamheidsbewijs bezit, bedoeld in artikel 10, §§ 1 t/m 4 van voormelde d.d. 7 juli 1970, en die het voordeel kan genieten van de bepalingen :	
- ofwel van artikel 9 of van artikel 16, § 1, van de wet d.d. 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs en inz. het technisch hoger onderwijs en het hoger landbouwonderwijs van het lange type;	
- ofwel van artikel 7 van de wet d.d. 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het architectuuronderwijs;	
- ofwel van artikel 17, § 3 of 5 van bovenvermelde wet d.d. 7 juli 1970 :	479
b) personeelsleden op wie bovenvermelde bepalingen niet van toepassing zijn :	479
c) het vast benoemd personeelslid in dienst in een afdeling technische ingenieurs of architecten, met volledig leerplan voordat de inrichting waar hij was aangesteld, tot het hoger onderwijs van het lange type en met volledig leerplan behoort, bewaart indien hij er belang bij heeft, het voordeel van de laatste hem toegekende wedde totdat hij een minstens gelijke wedde verkrijgt. »	

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de datum van de hervatting van het academiejaar 1997-1998.
Brussel, 2 juni 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

F. 97 — 2577

[S - C - 97/29395]

**27 OCTOBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
portant organisation de certains organes du Conseil supérieur de l'Audiovisuel**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'Audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore, notamment les articles 3, 11 et 27;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux, notamment l'article 2, alinéa 2, 3°;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 octobre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 septembre 1997;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 8 octobre 1997;

Vu le protocole n° 186 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 23 octobre 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifiée par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'Audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore est entré en vigueur le 1^{er} septembre 1997 et qu'il convient de lui donner tous les moyens nécessaires à son fonctionnement, notamment en mettant en place le secrétariat des organes du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, lequel secrétariat est spécifiquement chargé d'organiser les travaux du Conseil;

Considérant que le Conseil supérieur de l'Audiovisuel doit être en mesure d'accomplir les missions qui lui sont attribuées par le décret du 24 juillet 1997 précité;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'audiovisuel dans ses attributions et du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 27 octobre 1997,

Arrête :

Article 1^{er}. Le président, désigné par le Gouvernement en application de l'article 3, § 1^{er}, du décret, exerce ses fonctions à temps plein.

Il bénéficie d'une allocation tenant lieu de traitement correspondant à l'échelle 160/1 telle que fixée par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996.

Art. 2. Le président ne peut exercer aucune autre activité professionnelle qui serait de nature à nuire à l'accomplissement de sa mission, à l'exception de tâches d'enseignement et de recherche.

L'assemblée plénière du Conseil peut accorder des dérogations à cette incompatibilité, à condition que ces activités professionnelles ne nuisent pas à la continuité de sa mission.

Art. 3. § 1^{er}. Les vice-présidents du Conseil bénéficient d'une indemnité de présence de 3 000 francs par séance du bureau, d'un collège ou d'un groupe de travail. Ce montant est indexé conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public, modifiée par l'arrêté royal n° 178 du 30 décembre 1982. Il est rattaché à l'indice-pivot 138,01.

Ils bénéficient, en outre, d'une indemnité horaire pour les travaux qui leur sont confiés par le président du Conseil, fixée à 1 500 francs. Ce montant est indexé conformément à l'alinéa précédent.

§ 2. Les indemnités visées au présent article sont liquidées mensuellement sur la base d'une déclaration de créance, visée par le secrétaire du Conseil.

Le nombre d'heures donnant lieu à indemnité horaire est plafonné à 90 heures par trimestre calculées sur une moyenne annuelle.

Lorsque le nombre d'heures n'atteint pas le plafond fixé à l'alinéa précédent, l'ordonnateur des dépenses récupère le trop-perçu au moment de la liquidation du premier mois qui suit l'échéance.

Art. 4. Dans le cadre des missions et sans préjudice des incompatibilités, droits et devoirs définis par le décret, le président, les vice-présidents, les secrétaire et secrétaire adjoint et les membres du secrétariat du Conseil agissent en toute indépendance fonctionnelle vis-à-vis de l'administration.

Art. 5. Outre le secrétaire, le secrétariat du Conseil est composé d'au plus :

— cinq membres du personnel du niveau 1, dont un assure la fonction de secrétaire adjoint;

— huit membres du personnel des niveaux 2+, 2, 3 ou 4, dont au moins un ayant une expérience suffisante de la comptabilité publique.

Au moins le secrétaire, le secrétaire adjoint ou un membre du personnel du niveau 1 est titulaire d'une licence ou d'un doctorat en droit.